

# SANTÉ: « IL N'Y A PAS DE BIEN PLUS PRÉCIEUX QUE LA SANTÉ: ELLE N'EST PAS UNE MARCHANDISE »

**Le Globule Rouge**

COMMISSION SANTE — PARTI COMMUNISTE FRANCAIS

NUMERO 12 - mars 2007  
sbauer@pcf.fr - 01 40 40 12 78

## EDITO

**L**e financement solidaire est un enjeu majeur pour maintenir et développer une offre de soins de qualité capable de répondre aux besoins des salariés et de l'ensemble de la population.

On se souvient tous de la campagne médiatique qui a précédé la réforme de la Sécurité sociale abusant de termes et de formules alarmistes (« gouffre » ; « faillite » ; « explosion des dépenses de santé » ; « trou abyssal ») et du Ministre de la Santé de l'époque qui de concert assénait un coup en ajoutant que « le déficit se creusait de 23 000 euros chaque minute » et qu'il fallait responsabiliser les assurés ».

Le dernier plan de financement de la Sécurité sociale 2007, comme tous ceux qui ont précédé, ne solutionne en aucun cas les problèmes auxquels est confronté notre système de protection sociale, bien au contraire. Les besoins de la population, présents et à venir, sont manifestement mal pris en compte et non anticipés comme les maladies professionnelles, les questions liées à l'allongement de la durée de la vie, le manque de professionnels de santé, la qualité des soins, l'avenir des hôpitaux publics, des centres de santé.

Sans oublier, les remboursements qui se sont multipliés depuis plusieurs décennies rendant pratiquement obligatoire l'adhésion à une complémentaire pour pouvoir se soigner et ouvrant là un fabuleux marché aux assurances privées !

Pourtant, force est de constater qu'aujourd'hui, la question du financement de notre protection sociale n'est toujours pas à l'ordre du jour de la campagne !

Quant au plan « Hôpital 2012 » les personnels hospitaliers ne se laisseront pas duper par ce clone de « Hôpital 2007 ».

On peut se demander comment les établissements hospitaliers publics pourraient assumer cette nouvelle charge supplémentaire alors que deux sur trois ont fini l'année 2006 avec un déficit cumulé de 1,2 milliards d'euros !

D'autre part, comme le souligne la Fédération Hospitalière de France, l'objectif national de dépenses de l'assurance maladie (ONDAM hospitalier), en progression de 3,5 % seulement, "ne permettra même pas de couvrir les dépenses minimum de fonctionnement des hôpitaux, à moyens constants en personnel, qui progresseront automatiquement de 4,59 % en 2007".

Par ailleurs, le grand absent de ce nouveau plan est le personnel : Sarkozy-Bertrand ne semble rien prévoir pour faire face à une pénurie de plus en plus inquiétante.

Il faut changer en profondeur la politique de santé et s'en donner les moyens ! Il faut entre autre en finir avec les 23 milliards d'exonérations des cotisations sociales, supprimer la taxe sur les salaires des hôpitaux qui représente la possibilité de 150 000 embauches et programmer d'urgence un plan de formation et d'emploi afin de former 9 300 médecins et 40 000 personnels par an pour répondre aux besoins.

Puisque nous avons la même chose sur le cœur, et si nous votions en chœurs pour la candidate du rassemblement de la gauche populaire et anti-libérale, Marie Georges Buffet !

**Michel Katchadourian**

## INTERVIEW DE MARIE-GEORGE BUFFET

### GLOBULE ROUGE :

**Le calendrier électoral de 2007 fait que nous sommes à l'heure des bilans de l'actuelle mandature. Quel est ton sentiment dans le domaine de la santé et de la protection sociale sur ce quinquennat qui se termine ?**

**MARIE-GEORGE BUFFET :** Pendant cette dernière législature, la majorité de droite n'a eu de cesse de démanteler notre système de protection sociale. Poursuivant une logique purement comptable de réduction des dépenses, le gouvernement a fait la part belle aux assurances privées en réduisant le taux de prise en charge par la sécurité sociale. Ces dépenses dorénavant non remboursées ont donc été transférées vers les complémentaires qui ont par conséquent logiquement augmenté leurs tarifs et vers les ménages qui se sont appauvris. Par ailleurs le déremboursement des médicaments, la quasi-absence de remboursement en lunettes, prothèses dentaires et appareillages, l'augmentation du forfait hospitalier provoquent des restrictions dans l'accès aux soins.

### GLOBULE ROUGE :

Une des critiques majeures qui a agité le monde de la santé, a été la politique poursuivie notamment celle du plan Juppé pendant la période 1997/2002. Quelle est ta position ?

**MARIE-GEORGE BUFFET :** Non seulement il faut revenir sur le plan Juppé mais aussi abolir la « réforme » Douste-Blazy et le plan hôpital 2007 – 2012. Nous avons un regard critique sur ce que le gouvernement Jospin a laissé faire dans ce domaine. Oui, il faut un vrai changement de politique dans ce secteur.

### GLOBULE ROUGE :

Comme Présidente de la République, quels dossiers prioritaires dans le domaine sanitaire et social mettrais-tu en œuvre ? On commence par quoi ? On propose quoi ? Dans le domaine de la Sécurité sociale, quelles sont les mesures immédiates à exiger ?

**MARIE-GEORGE BUFFET :** Dans le domaine

sanitaire, ce qui guide mon action, et que l'on retrouve dans la charte antilibérale, est la garantie d'un égal accès pour tous aux services publics, dont ceux de la santé. Un gouvernement de gauche devrait donc immédiatement abroger les lois qui démantèlent le service public hospitalier et la médecine de proximité. Les soins de santé doivent être pris en charge à 100 %. La prévention doit être développée. Mais encore une fois, ces mesures ne seront possibles que si le mode de financement de la sécu est réformé.

### GLOBULE ROUGE :

Les communistes mettent au cœur de leur réflexion la progression des inégalités sociales de santé. Comment prends-tu concrètement cette question ?

**MARIE-GEORGE BUFFET :** On ne luttera contre les inégalités d'accès à la santé qu'en assurant un bon niveau de remboursement des soins, avec en perspective leur gratuité. Ceci implique d'augmenter les recettes de la Sécurité sociale, donc de réformer son mode de financement pour faire participer davantage les entreprises et d'augmenter les salaires, retraites et pensions. Enfin l'amélioration des conditions de travail et des conditions environnementales doit être le levier pour améliorer la santé de tous.

### GLOBULE ROUGE :

Comment traites-tu la question de la démographie des professions de santé, et notamment de la pénurie de médecins généralistes et d'infirmières ?

**MARIE-GEORGE BUFFET :** La pénurie est maintenant inévitable, compte-tenu de l'insuffisance du nombre de médecins et de personnels soignants formés. Ce désastre résulte de la baisse du *numerus clausus* parce que le pouvoir pensait qu'il suffisait de réduire l'offre de soins pour réduire les dépenses. Je demande qu'on porte à 9 300 le nombre de médecins formés par an et à 40 000 les infirmières. Concernant la pénurie géographique qui commence à toucher certaines régions, voire certains quartiers de nos villes, il convient de

revoir la procédure de répartition en lien avec la politique de l'aménagement du territoire.

**GLOBULE ROUGE :**

A l'hôpital public, faut-il juste abroger les dispositions des différents plans mis en œuvre par la droite ? N'est-ce pas un peu court ? Y a-t-il une réforme des hôpitaux publics à faire ? Laquelle ? Comment la mener ? On dit partout que les 35 heures ont été une catastrophe pour l'hôpital : que proposes-tu ?

**MARIE-GEORGE BUFFET :** Il n'y a pas de recette miracle, mais en travaillant avec tous, on peut faire évoluer positivement le fonctionnement hospitalier, sur l'organisation comme sur les dépenses. La première chose à faire est de rassembler dans une négociation sanitaire et sociale les médecins, le personnel soignant, les administratifs, les syndicats, pour examiner ensemble ce qu'il est utile de faire évoluer dans l'intérêt des usagers et construire des propositions permettant un meilleur fonctionnement du service de santé. En tout état de cause, les 35 heures doivent être maintenues à l'hôpital comme ailleurs. Elles ne sont pas la cause des difficultés de l'hôpital.

**GLOBULE ROUGE :**

Comment vois-tu le développement du pôle public du médicament qu'a proposé le Pcf l'an passé ?

**MARIE-GEORGE BUFFET :** C'est une proposition d'avenir quand on voit les profits et la logique ultra-libérale des laboratoires pharmaceutiques. Le médicament n'est pas une marchandise comme les autres. Nous ne partons pas de rien, la recherche publique existe « encore » en France et elle est de qualité. Le développement d'un pôle public de la recherche, de la production de la distribution du médicament permettrait notamment de stopper l'abandon par les trusts pharmaceutiques des produits dits « financièrement non rentables », de fixer des prix uniques négociés dans la transparence avec l'ensemble des acteurs concernés.

L'industrie pharmaceutique, l'INSERM (Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale), le CNRS (Comité National de

la Recherche Scientifique), le CEA (Commissariat à l'Energie Atomique), l'Institut Pasteur, l'INRA (Institut National de la Recherche Agronomique), L'IRD (Institut de Recherche pour le Développement), sans oublier les hôpitaux publics, leurs services et compétences diverses, la recherche universitaire, doivent coopérer dans un projet d'ensemble.

**GLOBULE ROUGE :**

Dans le domaine de la prévention et du dépistage, quels seraient tes dossiers prioritaires ? Pourquoi ?

**MARIE-GEORGE BUFFET :** La prévention est le domaine par excellence où les visions à court terme se paient finalement cher. Car pour assurer une prévention efficace dans le domaine de la santé, il faut à la fois éduquer.

Le cas de la santé scolaire et universitaire est exemplaire. Dans ce domaine, la situation est catastrophique, indigne d'un pays développé comme la France. Trop souvent, plusieurs établissements scolaires se partagent les services d'une seule infirmière : on comprend que celle-ci n'a pas de temps à consacrer à la prévention, par exemple à l'éducation sexuelle et à la contraception. De même, on ne luttera efficacement contre l'obésité qu'en apprenant aux enfants, et à leurs parents, à bien se nourrir et leur en donner la possibilité.

Enfin, la santé au travail reste préoccupante. Quand je vois les ravages de l'amiante ou des éthers de glycol, quand je vois tous ces ouvriers sacrifiés sur l'autel du profit, je crois qu'il y a une grande urgence à condamner, évidemment, les responsables de ces crimes, mais surtout à développer la médecine du travail pour prévenir tous les drames humains qui pourraient encore survenir !.

**GLOBULE ROUGE:**

Actuellement, sur près de 7 millions de personnes de plus de 70 ans, 800 000 ont perdu de façon partielle ou totale leur autonomie. Or, au-delà de l'épreuve, difficile humainement, la dépendance peut devenir un souci social et financier majeur. En 2020, 1 million de Français seront en situation de dépendance. Aujourd'hui, on peut souscrire un

contrat d'assurance classique à fonds perdus grâce auquel une rente viagère sera versée en cas de dépendance. L'autre possibilité consiste à utiliser son patrimoine immobilier avec le nouveau prêt viager hypothécaire. Est-ce la solution ?

**MARIE-GEORGE BUFFET :** Une trentaine de contrats d'assurance existent aujourd'hui, le marché est en plein développement. Sachant que l'on considère que l'état de dépendance dure en moyenne de 4 à 5 ans, voire plus en cas de maladie de type Alzheimer (à raison de 3 000 € à 10 000) par mois, il faut augmenter les retraites : les retraites actuelles ne suffiront pas pour couvrir une telle hausse de dépenses, même si les prestations d'aide sociale et de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) viennent alléger la charge. Toute personne de plus de 60 ans, moyennement ou lourdement dépendante, peut prétendre à l'APA quels que soient ses revenus. Il faut l'améliorer, c'est une bonne mesure mal financée. La prestation dépendance devrait être prise à 100 % dans le cadre d'une sécu de notre temps complétée par des organismes à but non lucratif sous tutelle ! Les maisons de retraites, en nombre insuffisant, devraient elles aussi sortir du marché lucratif, la vieillesse n'a pas à être une rente pour les actionnaires des fonds de pensions.

#### **GLOBULE ROUGE :**

Bruxelles estime qu'il existe un risque non négligeable que le déficit budgétaire français se situe au-dessus du seuil acceptable de 3% du PIB. La santé et la retraite ne sont-elles pas devenues les variables d'ajustement des gouvernements successifs ?

**MARIE-GEORGE BUFFET :** Effectivement, la Commission se montre sceptique sur les engagements de Paris qui affiche un déficit de 3,1% en 2007. Commentant ces prévisions, le Commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires, a souhaité que le gouvernement français adopte de nouvelles mesures correctives en vue d'obtenir une réduction plus importante. Ces problèmes se posent dans un contexte marqué par le carcan du pacte de stabilité européen et de la Banque Centrale Européenne, ainsi que par la me-

nace que fait peser l'Accord Général sur le Commerce et les Services (AGCS) qui veut marchandiser la santé. ! C'est donc tout le sens de ma candidature pour ne plus subir des directives non décidées démocratiquement et qui vont à l'encontre de l'intérêt des populations !

#### **GLOBULE ROUGE**

Mais comment tu finances toutes ces mesures ?

**MARIE-GEORGE BUFFET :** Une hausse de la CSG, alors que celle-ci frappe en priorité les revenus du travail aurait un nouvel effet dépressif sur le pouvoir d'achat des ménages. La TVA sociale serait tout autant risquée puisque la TVA est l'impôt le plus inégalitaire qui soit. Bref, il faudrait s'attendre à un ensemble d'effets négatifs sur la croissance réelle et le renforcement des inégalités.

Nous sommes attachés au principe de la cotisation sociale en fonction des salaires versés dans l'entreprise qui est le lieu où les salariés créent les richesses. Mais une réforme de fond des cotisations patronales doit être branchée sur le développement de l'emploi des salaires, de la formation et de la qualification.

Nous proposons de corriger les effets pervers de l'assiette actuelle : plus une entreprise embauche et développe les salaires, plus elle paie de cotisations sociales, alors qu'à l'inverse les entreprises qui licencient, économisent sur les salaires et fuient dans les placements financiers, contribuent moins au financement des risques sociaux, si bien que le système de financement actuel joue contre l'emploi.

Il faudrait inverser cette logique en modulant les taux de cotisation. Les entreprises qui développent l'emploi et relèvent la part des salaires dans la valeur ajoutée, en faisant rentrer de ce fait plus de cotisations sociales, se verraient appliquer un taux de cotisation relativement plus faible. Inversement, il faudrait augmenter le taux de cotisation des entreprises qui licencient et qui baissent la part des salaires dans la valeur ajoutée. L'objectif est de dégager des rentrées de cotisations nouvelles en lien avec le développement des em-

plois et des salaires, de la formation et de la qualification. Cette modulation se ferait en fonction de la politique d'emploi des entreprises observée à partir de l'évolution du ratio masse salariale / valeur ajoutée. Si ce ratio est élevé, le taux de cotisation pourrait être relativement abaissé par rapport à un taux moyen et, au contraire, si le ratio est bas, le taux de cotisation s'élèverait. L'objectif est d'assurer des rentrées de cotisations sociales par l'incitation par le développement de l'emploi et le relèvement de la part des salaires dans la valeur ajoutée

Nous proposons de créer une cotisation sur les revenus financiers des entreprises, en moyenne 80 milliards par an. Et de les appeler à un taux de contribution identique aux prélèvements sur les salaires pour les retraites obligatoires (base et complémentaires), soit 15%. Cela permettrait de dégager environ 12 milliards d'euros de ressources par an. Les revenus financiers des banques et des autres institutions financières, qui échappent à toute contribution à la protection sociale, devraient être soumis au même prélèvement.

# EGSAM



Etats Généraux de la Santé  
et de l'Assurance Maladie

Convergence Nationale des Collectifs  
de Défense et de  
Développement des Services Publics

## « Présidentielles, quand parlerons-nous de la santé et de la protection sociale? »

Nous, associations, mutuelles solidaires, syndicats, partis, dans le pluralisme le plus large, avons pris l'initiative de

- dénoncer et organiser la résistance aux attaques libérales contre le système de santé (plan hôpital 2007 et 2012, nouveau code de la mutualité, loi Douste Blazy, loi sur la prévention de la délinquance, etc.)
- proposer de passer d'une logique de soins (avec son aspect « commercial ») à une logique de santé dans l'intérêt des citoyens en présentant les moyens financiers, humains et l'organisation politique et démocratique pour y parvenir.
- développer les mobilisations au niveau européen et international dans les domaines sanitaire, social et médico-social.

Différents organisateurs des EGSAM vous proposent de venir débattre

**TOUS ENSEMBLE**  
**le mardi 3 AVRIL !**  
à 19H00

**Bourse du travail,**  
**salle Jean Jaurès,**  
**3 rue du château d'eau,**  
**Paris 10<sup>ème</sup>,**  
**métro République.**